

SES

CHAPITRE 10 – Comment expliquer l'engagement politique dans les sociétés démocratiques ?

Dossier 1 p. 218 : Quelles sont les différentes formes de l'engagement politique ?

Doc 2 p. 218 : Une campagne publique contre le travail forcé des Ouïghours en Chine

[Entretien avec le député européen Raphaël Glucksmann qui interpelle, avec l'aide des internautes, des marques accusées de bénéficier du travail forcé des Ouïghours en Chine.]

Au début de l'année 2020, l'organisation australienne Aspi a identifié 83 marques internationales qui bénéficient de la mise en esclavage des Ouïghours en Chine. [...] On a décidé, après quelques mois de silence assourdissant, de lancer une campagne publique visant à interpeller ces marques et à exiger d'elles qu'elles modifient leurs chaînes de production [...]. Il y a une responsabilité du consommateur et surtout, évidemment, de la marque productrice qui emploie des esclaves. Elles sont au courant que leur « business model », qui est la recherche du plus bas coût à tout prix, peut entraîner ce type de violation des droits humains ou des droits sociaux ou environnementaux. [...]

Il y a une immense différence entre Adidas ou Lacoste qui ont reconnu le problème et qui se sont engagés à cesser toute relation avec des fournisseurs chinois qui bénéficiaient de la mise en esclavage des Ouïghours, et une marque comme Nike

qui ne reconnaît pas le problème [...]. On a aussi maintenant des marques qui nous contactent de manière proactive. Cela montre l'impact immense de ces mouvements sur les réseaux sociaux, des mouvements de consommateurs, des gens qui menacent de boycotter les marques qui refuseraient de jouer la transparence, mais aussi la nécessité d'une législation globale, parce qu'on a bien conscience des limites d'une telle campagne : il y aura toujours des marques qui échapperont à notre vigilance, à la pression du public, qui jugeront que finalement, elles peuvent tout à fait s'en sortir avec une mauvaise image [...].

On essaie de faire une législation européenne [...]. On verra que les comportements vont changer le jour où on pourra exiger que le patron d'une multinationale comme Zara, par exemple, fasse face à la justice [...]. Aujourd'hui, aucun parti politique n'ose dire qu'il s'oppose au devoir de vigilance des entreprises.

Margot Delpierre, Mouvement de soutien aux Ouïghours : « Les jeunes sont avides d'engagement », France Culture, 9 août 2020

Dossier 2 p. 219 : Quelles variables influencent l'engagement politique ?

Doc 1 p. 219 : Comportement de vote selon le diplôme, le groupe socioprofessionnel et le niveau de vie

Comportement de vote aux élections présidentielle et législatives de 2022 selon le diplôme, le groupe socioprofessionnel et le niveau de vie			
	Vote systématique	Vote intermittent	Abstention systématique
Ensemble des inscrits	36,4	47,3	16,3
Pour les inscrits de 25 ans ou plus :			
Diplôme			
Aucun diplôme	28,8	41,0	30,1
Inférieur au baccalauréat	38,6	43,8	17,6
Baccalauréat	34,7	50,5	14,8
Supérieur au baccalauréat	43,4	47,0	9,6
Groupe socioprofessionnel actuel ou antérieur			
Agriculteurs exploitants	48,2	33,2	18,6
Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	39,5	47,4	13,1
Cadres et professions			

intellectuelles supérieures Professions	49,9	42,7	7,4
intermédiaires	40,7	47,9	11,4
Employés qualifiés	38,3	46,3	15,3
Employés non qualifiés	32,6	47,2	20,3
Ouvriers qualifiés	35,4	46,8	17,8
Ouvriers non qualifiés	31,2	45,2	23,6
Personnes n'ayant jamais travaillé	27,0	45,1	27,9
Niveau de vie¹			
Inférieur au 1 ^{er} quartile	30,0	45,1	24,9
Entre le 1 ^{er} et le 2 ^e quartile	35,9	48,3	15,7
Entre le 2 ^e et le 3 ^e quartile	41,1	45,9	13,0
Supérieur au 3 ^e quartile	47,7	44,2	8,2

Source : INSEE, Enquête sur le participation électorale, 2022

¹ Hors Mayotte

Dossier 3 p. 220 : Pourquoi s'engager malgré le paradoxe de l'action collective ?

Doc 1 p. 220 : Paradoxe de l'action collective et incitations sélectives

Le point de départ de l'analyse d'Olson repose sur un paradoxe fécond. Le sens commun suggère que dès lors qu'un ensemble d'individus peut trouver avantage à se mobiliser et en a conscience, le déclenchement de l'action collective va de soi. [...]

Mais c'est oublier le scénario du passager clandestin (free-rider). Il existe une stratégie plus rentable encore que la mobilisation : regarder les autres se mobiliser.

Le cas classique du non-gréviste qui bénéficie de la hausse de rémunération conquise par la grève sans avoir subi les retenues de salaires consécutives en témoigne [...].

Le paradoxe semble déboucher sur une impasse. L'accent mis sur les effets des rationalités individuelles suggère l'improbabilité de l'action collective. Mais l'expérience manifeste son existence. Le modèle d'Olson s'enrichit alors de la notion d'incitation sélective [...]. Il suffit pour cela d'abaisser les coûts de la participation à l'action ou d'augmenter ceux de la non-participation. Les incitations sélectives peuvent être des prestations et avantages accordés aux membres de l'organisation qui mobilise. L'American Medical Association offre à ses adhérents médecins de la formation continue, une assurance, un service juridique, une revue professionnelle appréciée qui rentabilisent la cotisation. À l'inverse, un médecin non adhérent doit recourir à des assurances privées coûteuses, risque l'ostracisme de ses collègues. Les incitations sélectives peuvent aussi prendre la forme de la contrainte.

Érik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, 2019

Doc 2 p. 220 : L'engagement au Front national, pour « faire partie de quelque chose »

Début 2014, le Front national réalise sa photo de campagne. Les 29 candidats sont presque tous réunis devant l'église, clin d'œil à l'imagerie identitaire du parti. La photo est ensuite diffusée sur les réseaux sociaux par le candidat tête de liste, Martial, agent de maîtrise dans l'une des rares usines encore présente à Grandmenil. Les commentaires accompagnant la photo montrent que les précaires du FN, notamment les mères célibataires, qui utilisent beaucoup les réseaux sociaux, ont une conscience aiguë de leur image négative dans l'espace local. Leurs réactions révèlent ainsi un ressort majeur de leur ralliement à la liste : la volonté de regagner un peu de respectabilité par un engagement civique, même controversé.

Les parcours de deux jeunes femmes précaires sont particulièrement révélateurs de cette tentative de retrouver une respectabilité en s'affichant FN. Lisa, 34 ans et Cindy, 28 ans [...] sont des mères célibataires vivant des minimas sociaux [...]. Placées aux marges de la respectabilité locale, elles ont peu à perdre en matière de réputation et ont appris à « s'en foutre de ce que disent les gens », thème récurrent de leurs publications sur Facebook. Ce sentiment est encore plus prononcé chez Cindy, issue d'une famille tzigane souvent stigmatisée dans les conversations d'autres habitants. [...] Être candidate lui apporte diverses gratifications qu'elle explicite clairement : « J'avais envie de faire partie de quelque chose, ça me faisait plaisir de faire partie d'un groupe, voir ce qu'ils racontent, si on est d'accord avec eux sur ça ou sur ça. On faisait des petites réunions chez les uns, les autres, des sorties. On a été à [autre ville], pour un repas, y a monsieur Philippot qui était descendu pour l'occasion, on a fait des photos, on était très bien. »

**Raphaël Challier, « S'engager au Front national pour ne plus être des cassos ?
Le rôle du mépris dans une campagne municipale », *Sociétés contemporaines*,**

2020

Doc 4 p. 220 : Éléments de définition de la structure des opportunités politiques

Le premier [élément] a trait au degré d'ouverture du système politique : en fonction des traditions démocratiques, d'une culture politique, des orientations des gouvernants, le déploiement des activités protestataires donnera lieu à une tolérance, une réceptivité toute différente. Manifester expose à plus de risques à Pékin qu'à Paris. [...]

Le second élément concerne le degré de stabilité des alliances politiques. Plus les rapports de forces politiques sont figés et les résultats électoraux stables, moins les mouvements sociaux peuvent espérer tirer profit des jeux d'alliances ou des besoins électoraux des partis pour se faire entendre. McAdam montre ainsi que l'un des ressorts du succès du mouvement des droits civiques aux États-Unis dans les années 1960 tient à des données de sociologie électorale. Le poids des Noirs progresse au sein du corps électoral, les mouvements migratoires lui donnent une importance jusque dans les États du Nord. Le développement d'un électorat noir républicain suscite aussi un double mouvement, favorable au vote de lois anti-ségrégationnistes, d'intérêt chez certains élus républicains, et de reconquête du vote noir au parti démocrate. [...]

Nous associerons dans une troisième variable la question de l'existence possible de forces relais à des positions stratégiques et celle des divisions des élites. [...] La réception de l'Abbé Pierre par le Premier ministre Balladur en décembre 1993, au cœur d'une vague d'occupations d'immeubles parisiens, n'était pas sans lien avec les divisions du RPR dans la perspective des présidentielles.

Enfin, les opportunités politiques dépendent aussi de la capacité d'un système politique à développer des politiques publiques, à apporter des réponses aux mouvements sociaux. La tâche ne se pose pas dans les mêmes termes pour des gouvernements instables, des exécutifs impuissants ou des équipes gouvernementales assurées de leur continuité, relayées par des administrations efficaces.

Érik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, 2019

Dossier 4 p. 222 : Quels sont les objets, acteurs et répertoires de l'action collective ?

Doc 2 p. 222 : La grève des femmes de chambre d'un hôtel

« On est épuisées, mais c'est pour la bonne cause ! [...] Tu te dis : c'est vraiment nous qui avons fait ça ? En Afrique, si tu revendiques tes droits, on te licencie ou tu te fais chicoter (battre) par la police ! La France m'a beaucoup appris. » Les deux femmes ont choisi de nous recevoir « en tenue traditionnelle ». Rachel Kéké, aujourd'hui française, est née en Côte d'Ivoire [...]. Sophie Kimissa, 50 ans [...] a quitté le Congo-Brazzaville [...] en 2009 [...].

Leurs premières années en France sont précaires, rythmées par les déménagements chez des proches d'un bout à l'autre de l'Île-de-France. Elles sont nounous, caissières... « Mais, pour une maman, les horaires sont compliqués. Et tu n'as pas de quoi payer quelqu'un pour s'occuper de tes enfants », confie Rachel Kéké [...]. Le métier de femme de chambre a cet avantage, même quand on habite loin : « Tu peux déposer ton fils à 7 heures à la garderie, embaucher à 9 heures et être là pour le récupérer à 17 h 30. »

[...] Pousser le chariot, enlever le linge sale, changer les poubelles, laver la salle de bains, les toilettes, faire la poussière, refaire le lit entièrement, passer l'aspirateur, la serpillère... « On devait faire ça en dix-sept minutes, trente fois de suite ! », explique Rachel Kéké. « Y a pas de mots pour décrire la souffrance qu'on endurait, l'interrompt Sylvie Kimissa. Et c'était impossible de refuser quoi que ce soit parce qu'on avait peur d'être licenciée [...].

Un jour, elles constatent que des collègues victimes de troubles musculo-squelettiques sont mutées dans des cinq étoiles – où le travail est plus difficile. C'est la « goutte d'eau » [...].

Le 17 juillet 2019, trente-quatre des quarante femmes de chambre de l'hôtel Ibis des Batignolles se mettent en grève [...] jusqu'au dénouement, ce 25 mai [2021] [...].

Elles feront trois chambres plutôt que 3,5 par heure, une pointeuse comptera toutes les heures supplémentaires, elles auront droit à une pause de vingt minutes et à une prime de 7,50 euros pour déjeuner. Et il y a tout le reste. La fierté, l'honneur, la dignité. « Je vais reprendre le travail la tête haute, j'ai eu mes droits », dit Rachel.

Aline Leclerc et Francine Aizocovici, *Le Monde*, 2021

Doc 4 p. 223: Un mouvement de lutte minoritaire aux États-Unis : *Black Lives Matter*

En s'appuyant sur une coalition d'organisations fortement ancrées localement, le mouvement s'assure des relais, des pratiques et des routines militantes éprouvées, ainsi qu'une présence médiatique large. [...] Ainsi, parmi les militants de base du mouvement, on retrouve des personnes déjà engagées dans des mouvements et des réseaux militants progressistes.

« *Black Lives Matter* prend le parti d'une coalition fortement inclusive dont le slogan est parfois résumé sous l'expression "*All Black Lives Matter*" [...] L'instance sur les femmes, les populations homosexuelles, transsexuelles et queer accentue cette dimension inclusive de façon nouvelle dans la tradition des luttes politiques africaines-américaines.

La mobilisation interraciale du monde universitaire dans le mouvement Black Lives Matter est intéressante. L'année 2015 a en effet été marquée par une série d'incidents racistes entraînant la mobilisation d'étudiant.e.s blanc.he.s et noir.e.s [...], amenant les étudiant.e.s de plusieurs dizaines d'universités à revendiquer une plus grande diversité du corps étudiant et professoral, une réappellation de bâtiments sur le campus portant le nom d'esclavagistes notoires ou un soutien plus important de la part de la gouvernance universitaire pour créer des environnements de vie et de travail satisfaisants pour les étudiant.e.s des minorités.

Le monde universitaire s'est également impliqué dans l'enseignement des enjeux historiques et sociologiques du mouvement par l'intermédiaire de l'initiative

#FergusonSyllabus rassemblant des références scientifiques susceptibles d'être utilisées pour comprendre et analyser la violence raciale aux États-Unis.

**Audrey Célestine, Nicolas Martin-Breteau, « “Un mouvement, pas un moment” :
Black Lives Matters et la reconfiguration des luttes minoritaires à l'ère Obama
», *Politique Américaine*, 2016**

Le chapitre autrement p. 224

[Le sociologue] François Héran a montré que les classes supérieures, plus encore que les classes moyennes, étaient surreprésentées au sein des adhérents des associations de toutes natures et que le sexe (masculin), ainsi que le diplôme, jouaient un rôle central dans ce « monde sélectif ». [...]

Les données les plus récentes confirment la permanence des différenciations sociales au sein du monde associatif : en 2013, alors qu'en moyenne 42% des personnes de plus de 16 ans sont adhérentes d'au moins une association, c'est le cas de 60 % des cadres et professions intellectuelles supérieures, 52 % des professions intermédiaires, 37 % des employés et 32 % des ouvriers.

Au vu de ces données de cadrage, les pratiques associatives et bénévoles des ménages rencontrés apparaissent spécifiques : dix-sept ménages (parmi les vingt-cinq étudiés) comptent des adhérents associatifs ou des bénévoles, et ce sont dans quinze cas des participants actifs. La plupart des ménages rencontrés ont donc en commun une caractéristique minoritaire (sans être exceptionnelle pour autant) au sein des classes populaires [...].

Des investissements liés à des relations de sociabilité locale [...]

Une nette majorité (treize) réside dans une commune où au moins un membre du couple a grandi et où vivent ses parents – parfois après en être parti et y être revenu – et les autres ménages ont une forte ancienneté dans leur lieu de résidence en dépit de leur mobilité passée. Cette ancienneté résidentielle s'accompagne d'une sociabilité locale importante [...].

Alain et Nathalie Rigaux vivent à C., une petite ville de 7 000 habitants [...] dans le

Nord [...]. Tous deux sont issus de familles ouvrières résidant de longue date dans des villages limitrophes. Après avoir passé quelques années en Belgique pour Alain et en région parisienne pour Nathalie, ils sont revenus dans la région lors de leur mise en couple, ont loué un appartement à des cousins et vivent ainsi à proximité de leurs parents. Alain est investi dans deux groupes qui ont une forte base locale et ouvrière, et qui se recoupent : le club de pêche et le syndicat CGT de son entreprise de cars de tourisme, située dans la commune. Nathalie est quant à elle investie dans un réseau local socialement plus mixte, celui de la paroisse, ainsi que dans deux activités qui y sont liées : les parents d'élèves de l'école privée catholique et un club de randonnée.

Des pratiques valorisées pour leurs modalités matérielles

Les investissements des personnes rencontrées s'inscrivent dans l'espace local et se sont orientés également sur des enjeux très concrets qui les concernent personnellement. C'est le cas des activités liées aux loisirs notamment sportifs, mais aussi aux établissements scolaires fréquentés ou au quartier, voire au logement (immeuble, lotissement). L'engagement syndical est également suscité par des problèmes personnels ou rencontrés dans l'entreprise : le militantisme de Chantal Monlouis (ouvrière d'une blanchisserie), d'Alain Rigaux (conducteur de bus) [...]. Mais surtout, il s'accompagne de la valorisation de modalités matérielles d'investissement et de la dévalorisation, le plus souvent implicite mais parfois explicite, des dimensions intellectuelles du travail associatif ou d'un engagement fondé sur des principes abstraits. [...] Les activités bénévoles [...] sont en effet décrites par les personnes rencontrées comme opérant selon des modalités très matérielles : transport en voiture, préparation de nourriture, fabrication d'objets,

organisation d'événements, animation de groupes d'enfants ou d'adolescents. [...] De son côté, Nathalie Rigaux, très investie dans la paroisse notamment pour l'organisation matérielle des baptêmes, y fait également le ménage bénévolement.

« Faire des choses » : une source de valorisation morale et de plaisir

Le bénévolat associatif des enquêtés repose sur le fait de « faire des choses » pour et avec les autres (proches ou voisins), tandis que les justifications au nom d'idées ou de valeurs sont absentes, voire dénigrées. La valeur morale de ce bénévolat réside précisément dans le fait de « faire des choses », de « s'occuper au lieu de rester assis le dimanche quand on sait pas quoi faire », d'avoir « plein de choses dans sa vie », explique ainsi Myriam Sanatanazefi.

[...] Faire pour soi-même et pour ses proches revient en effet à mettre en avant sa capacité à « s'en sortir » seul, à ne pas être « assisté ». [...] Discours de distinction vis-à-vis de fractions des classes populaires jugées inférieures, celui-ci prend par moments la forme plus directe d'une critique des familles populaires déviantes, que les ménages enquêtés sont – ou ont été par le passé – amenés à côtoyer dans la sphère résidentielle. C'est alors sur le mode de la mise à l'index des familles précaires du voisinage que cette dévalorisation est effectuée, la disqualification des voisins « qui restent à ne rien faire » entrant en résonance avec le sentiment que, dans les associations et activités bénévoles, ce sont « toujours les mêmes » qui s'investissent et donnent de leur temps.

Alain Rigaux le déplore ainsi à propos des accompagnements d'enfants qu'il effectue aux matchs et entraînements, et du bénévolat de son épouse Nathalie à propos de l'école (sorties scolaires, préparation des fêtes, etc.). Cela fait écho pour lui à la

distance qui se creuse avec ses voisins, dans leur commune où la population s'appauvrit, car lui travaille au contraire de certains : « Enfin, quand je vois mes voisins qui me regardent partir le matin et rentrer le soir, ils sont là tous en train... dans ma rue là, il y a 80% de la rue qui ne travaille pas, on est 20% de travailleurs... » [...] L'engagement associatif et les pratiques concrètes qui le constituent, gages d'« activité » au delà du travail lui-même, participent ainsi à la mise à distance des fractions précaires perçues comme « assistées ».

Cette critique récurrente des « assistés » [...] apparaît [...] moins unanime que les discours fondés sur une morale de l'activité et une valorisation du travail salarié qui en sont le support. Ainsi, on rencontre chez certains enquêtés l'expression d'une compassion et la défense d'un principe d'aides envers les plus démunis. Si Vanessa Le Coz n'est engagée dans aucune association caritative, elle dit être « pour le social » et « donner » régulièrement aux associations d'aide alimentaire parce qu'elle pense « qu'il y a des gens qui en ont besoin ».

Séverine Misset, Yasmine Siblot, « Donner de son temps » pour ne pas être des « assistés » - Bénévolat associatif et rapports à la politique au sein de ménages stables des classes populaires, Sociologie, 2019

Réviser le chapitre p. 226 : Comment expliquer l'engagement politique dans les sociétés démocratiques ?

1. Quelles sont les différentes formes de l'engagement politique ?

L'engagement politique désigne une **action réalisée par les gouvernés pour influencer les gouvernants** (détenteurs du pouvoir). Il peut prendre des formes diverses :

Forme d'engagement	Définition	Exemple
Vote	Choix des gouvernants par les personnes gouvernées, à l'occasion d'une élection.	Élection de députés européens en faveur d'une responsabilité pénale des entreprises violant des droits humains.
Militantisme	Activité sociale consistant à s'engager ou à faire s'engager des individus pour défendre une cause dans un cadre plus ou moins institutionnalisé (parti politique, syndicat, association...).	Distribution de tracts par des militants à l'occasion d'une campagne électorale.
Engagement associatif	Participation à la vie d'une association, souvent bénévole, pouvant prendre des formes multiples au service de causes	Engagement associatif au sein du collectif féministe « Nous toutes », contre les violences sexistes, sexuelles, économiques, psychologiques,

	multiples (simple adhésion, bénévolat, recueil de fonds...).	verbales et physiques faites aux femmes, aux personnes LGBTI et aux enfants.
Consommation engagée	Consommation guidée par des préoccupations sociales ou écologiques.	Boycott des marques utilisant le travail forcé des Ouïghours pour produire.

2. Quelles variables influencent l'engagement politique ?

L'engagement politique dépend de différentes **variables sociodémographiques** : la catégorie socioprofessionnelle, le diplôme, l'âge et la génération, le sexe.

A. La variable « sexe »

Les **hommes s'engagent davantage que les femmes**, pour différentes raisons :

- la division sexuelle du travail domestique limite les engagements des femmes à l'extérieur du foyer. En effet, les femmes continuent, en moyenne, d'assumer la majorité des tâches domestiques, ce qui les rend moins disponibles pour l'engagement et le militantisme politiques.
- les normes et valeurs valorisées dans les activités militantes sont davantage associées aux hommes (force, fermeté...)
- même lorsqu'elles s'engagent, les femmes peuvent être invisibilisées, les tâches les plus valorisées étant occupées par des hommes, et les femmes reléguées au second plan (prise de parole...).

B. Les variables « catégorie socioprofessionnelle » et « diplôme »

Les **catégories socioprofessionnelles les plus favorisées s'engagent**

davantage, ainsi que les individus qui ont les niveaux de diplôme les plus élevés.

Cela s'explique principalement par deux raisons :

- une répartition inégale des compétences nécessaires au militantisme (écriture...).
- un sentiment de compétence politique plus important, c'est-à-dire la confiance en sa propre capacité à comprendre les enjeux politiques, et à agir sur eux.

C. Les variables « âge » et « génération »

Les plus âgés semblent s'engager davantage que les plus jeunes. Par exemple, les retraités ont davantage de temps à consacrer au militantisme ou les salariés avec davantage d'ancienneté ont plus de probabilité de se syndiquer que les jeunes en CDD... Cela peut également s'expliquer par des positions sociales différentes des plus jeunes, mais aussi par un effet de génération : les mentalités se transforment et entraînent des modifications durables de l'engagement politique. Par exemple, la préoccupation pour l'environnement varie en fonction de l'âge des individus, mais aussi de la génération : à 18 ans, les jeunes nés entre 1997 et 2006 sont deux fois plus à être concernés par cette question que les individus nés entre 1967 et 1976, interrogés au même âge.

3. Pourquoi s'engager malgré le paradoxe de l'action collective ?

Une **action collective** désigne l'**action commune et concertée d'un groupe**, en vue d'atteindre un **objectif commun**.

Le **paradoxe de l'action collective** désigne le fait qu'il existe des actions collectives, alors qu'aucun individu n'aurait théoriquement intérêt à s'engager. En effet, le **coût d'une action collective est intégralement porté par l'individu qui s'engage**, alors

que son **bénéfice est partagé entre tous**. Le coût individuel de l'action collective est donc supérieur à son bénéfice. Chacun a donc intérêt à adopter un comportement de **passager clandestin**, en ne participant pas au mouvement tout en en retirant le bénéfice. On peut prendre l'exemple d'un mouvement de grève pour une augmentation de salaire : les grévistes perdront les journées de salaire correspondant à la grève, mais l'ensemble des salariés bénéficiera de l'augmentation. Chaque salarié a donc intérêt à conserver son salaire en laissant les autres faire grève. On peut donc se demander pourquoi on observe, malgré tout, des actions collectives.

La notion d'**incitation sélective** est une première réponse à cette question. Il s'agit d'**avantages accordés aux individus participant à un mouvement**, ou de **désavantages pour ceux qui restent à l'écart**. Par exemple, une association médicale américaine propose à ses adhérents une formation continue, une assurance, une assistance juridique et une revue professionnelle, alors que les non-adhérents risquent d'être mis à l'écart et doivent souscrire des assurances privées coûteuses. Cependant, la majorité des actions collectives ont lieu sans incitation sélective.

La notion de **rétribution symbolique** complète la réponse au paradoxe d'action collective. Dans ce cas, on considère que la **participation à une action collective** ne représente pas seulement un coût, mais qu'elle apporte des **bénéfices immatériels** en elle-même (défense d'une cause...). Par exemple, des militants d'une association ou d'un parti politique peuvent trouver dans leur engagement une forme d'intégration sociale. L'existence d'une action collective ne s'explique pas seulement par les avantages que ces participants y trouvent, mais du contexte dans lequel elle se développe.

La **structure des opportunités politiques** prend en compte l'**environnement dans lequel s'inscrit le mouvement**. Par exemple, le mouvement des droits civiques a vu ses chances de succès augmenter grâce au poids démographique de l'électorat noir, dans un contexte où le gain du vote noir par les démocrates est susceptible de leur permettre d'obtenir le pouvoir.

4. Quels sont les acteurs, objets et répertoires de l'action collective ?

Depuis la seconde moitié du XX^e siècle, une **transformation des objets, des acteurs et des répertoires de l'action collective** semble être à l'œuvre.

L'objet des actions collectives, traditionnellement tourné vers les **conflits du travail** (rémunération et conditions de travail) se transformerait vers de **nouveaux enjeux de mobilisation** (égalité des droits, écologie), puis **les luttes minoritaires**, à l'image du mouvement *Black Lives Matter*. Cependant, les **conflits du travail « classiques »** n'ont pas pour autant disparu et peuvent toujours se traduire par le recours à la grève, même si les jours de grève par an sont de moins en moins nombreux.

Au niveau des acteurs, au côté des **partis politiques** et des **syndicats** (dont l'audience baisse régulièrement) apparaissent de **nouveaux acteurs** comme des associations, au fonctionnement plus souple, voire par des groupements plus informels, à l'exemple du mouvement des gilets jaunes.

Enfin, si **les formes traditionnelles d'action collective (répertoire)** telles que les grèves et les manifestations à l'appel des syndicats **connaissent un certain recul**, de **nouvelles formes apparaissent**, souvent plus médiatiques, à l'exemple des militants pour le climat qui jettent symboliquement de la soupe sur des œuvres d'art ou des « marches » à l'appel d'associations ou de collectifs (pour les sans-papiers,

etc.). De nouvelles manières d'investir les réseaux et les espaces publics apparaissent. Par exemple, les gilets jaunes ont investi à la fois les réseaux sociaux (usage important notamment de Facebook) mais aussi les ronds-points, qui sont devenus un des symboles de leur mouvement.

Cependant, cette transformation apparente traduit davantage une **diversification de l'action collective que le remplacement des acteurs ou des répertoires classiques** par des acteurs ou des répertoires nouveaux. Le conflit des femmes de chambre des Batignolles montre que les objets, les formes et les répertoires d'action collective sont divers et se superposent. En effet, ce conflit porte sur des revendications traditionnelles associées au travail. Il est soutenu par des partis politiques et des syndicats et prend la forme d'une grève. Toutefois, il mêle également des enjeux associés aux luttes minoritaires, plus contemporaines, comme celles des femmes ou des minorités.